

LA MACRONIE SANS BORNE... D'ELISABETH

Depuis la fin de « l'ère » Blanquer en 2022, 5 ministres se sont succédé-es en moins de 2 ans. E.Borne, dernière de cette liste et spécialiste du 49.3, a affirmé lors de sa nomination ne pas croire « qu'on attende d'un ministre qu'il soit spécialiste de ces sujets ». En effet, toutes les nominations à ce ministère depuis 1 an attestent d'une même volonté présidentielle : **poursuivre le cap des politiques libérales menées depuis des décennies, et désormais sans connaître l'institution ou le quotidien des enseignant-es, des élèves, des parents...**

Tournant partiellement le dos aux réformes Attal (plus d'aménagements que de renoncements purs et simples), elle poursuit les attaques à l'encontre des personnels en rouvrant la question de la durée des vacances scolaires, sous-entendant ainsi que nous ne travaillons pas assez et qu'elles seraient porteuses du recul du niveau des élèves.

Au-delà de la valse des ministres, s'applique méthodiquement et implacablement la même politique de déstabilisation et de casse du Service public d'Éducation orchestrée par le président Macron.

LES AMÉNAGEMENTS DU « NOUVEAU » BREVET !

Le ministère a annoncé de nouvelles modalités d'attribution du DNB ayant pour objectif de « rehausser le niveau d'exigence et d'ambition pour tous les élèves ».

Derrière cette novlangue, rien de fondamentalement nouveau. Comme le souhaitait Attal dans le *Choc des savoirs*, il est choisi de renforcer le poids des épreuves terminales en leur allouant 60% des points pour cinq épreuves de même coefficient : français, mathématiques, histoire-géographie et EMC, sciences (toujours seulement deux parmi SVT, sciences physiques et technologie) et un oral.

Les 40% restant étant attribués en effectuant la moyenne des moyennes des notes obtenues dans les disciplines enseignées en 3^{ème} (en y ajoutant les points au dessus de 10 pour les matières facultatives).

C'en est fini du DNB couperet, mais les classes de « prépa seconde » restent ouvertes encore un an « là où cela fonctionne ». Peut-être en aurons-nous un jour un bilan.

La CGT Éduc'action rappelle qu'elle exige l'arrêt des groupes de niveau qui vont à l'inverse de tout cadrage national. Elle revendique un changement radical d'orientation pour le collège unique qui, avec les moyens suffisants, offrirait à chaque élève une large culture commune et permettrait de faire réussir tou-tes les élèves au lycée.

GROUPES DE NIVEAU : ON NE LÂCHE RIEN !

Qu'importe le vocable (groupes de niveaux, groupes de besoins...), le ministère s'accroche à son outil de tri social mis en place l'an dernier en 6^{ème}-5^{ème} sans toutefois le généraliser en 4^{ème}-3^{ème}. Face au manque de moyens pour y parvenir, Borne « assouplit » le dispositif Attal et redonne la main aux établissements. C'est aussi le fruit de la mobilisation des personnels contre le *Choc des savoirs* ; le côté dogmatique et inapplicable ayant fini d'achever les quelques volontaires. **Il est désormais nécessaire de poursuivre la mobilisation en profitant des DHG et du vote des répartitions pour échanger collectivement et enterrer cette réforme.**

EVARS : UN PROGRAMME AMBITIEUX POUR L'ÉGALITÉ

Le 29 janvier, le projet de programmes d'EVARS était enfin présenté au Conseil



Supérieur de l'Éducation, marquant l'aboutissement d'un long processus de consultations. Si la CGT Éduc'action s'est prononcée en faveur de ces nouveaux programmes, elle rappelle au ministère que pour être efficace, l'EVARS nécessite des moyens dédiés. **Elle prend acte des annonces de la ministre sur la mise en place d'actions de formation à destination de l'ensemble des personnels et le soutien sans faille de l'administration à leur égard et saura, le cas échéant, la rappeler à ses engagements.**